

de la confusion actuelle, s'empare des mécontentements, des colères et les dirige contre l'ennemi capitaliste. S'il ne le fait pas, c'est d'abord contre le gouvernement, c'est ensuite contre le Parti que se tourneront les colères populaires.

Je ferais la même démonstration sur les questions militaires, qui sont effrayantes. Mais il ne faut pas essayer de nous faire admettre toutes ces positions, qui sont autant de défaites, comme des victoires pour le Parti !... Et si l'on interdit aux socialistes de donner leur avis, d'autres le donneront, eux, et grossiront leur popularité à nos dépens.

La voie de la « discipline » est d'ailleurs périlleuse à plus d'un titre. Je lis, par exemple, ces observations, sévères, mais justes, sur les insuffisances de l'action gouvernementale.

« Toutes les organisations du Rassemblement s'étaient mises d'accord pour républicaniser la haute administration. Toutes avaient applaudi aux paroles prononcées par Léon Blum à ce sujet. Or, l'effort accompli dans ce sens a été nettement insuffisant. Ce fut notre première déception, et, je crois, la cause principale de toutes les autres.

« Je pourrais vous donner maints exemples précis, choisis dans les ministères que je connais plus particulièrement : Colonies, Education Nationale, Marine, Affaires étrangères... Je vous dirai ceci : Que les hommes qui, en juin 1936, s'attendaient à être remplacés ont relevé la tête et se sentent à nouveau les maîtres, et que ce sont trop souvent les fonctionnaires républicains qu'on envoie sur des voies de garage ou qu'on retarde dans leur avancement sous les plus fallacieux prétextes. Ce sont eux qui, dans les administrations centrales, auprès des ministres, commencent à se sentir indépassables et en quasi disgrâce... »

« ...Il y a des réformes que nous ne pourrons plus attendre longtemps. La situation des vieux travailleurs devient tragique.

« ...En politique extérieure, je peux dire que l'exécution du programme n'est pas amorcée dans les faits.

« Si la politique extérieure du Front Populaire ne devait aboutir qu'à la construction de quelque nouvelle ligne Maginot, ce serait vraiment la plus amère des dérisions. »

Va-t-on contester à un militant socialiste le droit de s'exprimer ainsi publiquement ?

Va-t-on régler cette grave question en faisant fonctionner le couperet de la guillotine.

Attention ! camarades ! Le signataire de ces lignes est un de ceux qui ont peut-être le plus contribué à la formation du Front Populaire, donc du gouvernement : c'est le professeur Rivet, et cette déclaration se trouve dans un numéro, que j'ai reçu ce matin, du Bulletin du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes.

Est-ce à dire que nous méconnaissons la partie positive de l'œuvre du gouvernement ? J'ai dit et je répète que le plus impor-

tant poste du bilan en dehors des lois sociales, c'est que son existence a permis l'élévation du niveau de conscience des masses populaires, qui ont découvert leur véritable force et qui sauront s'en servir.

Mais que d'insuffisances inexplicables, je dirai même inexcusables. Dans les colonies, la trahison des cadres fascistes s'installe partout. En Indochine, on emprisonne un Annamite qui diffusait, dans sa langue la brochure de Léon Blum : « Pour être socialiste ». En Algérie, on a dissous l'Etoile Nord-Africaine. Au Maroc, on dissout le Parti d'Action Marocaine ; en Cochinchine, on interdit la formation de sections socialistes mixtes (qui devraient être formées en application d'une décision de la C. A. P.) ! Qui commande ?

QUI COMMANDE ?

L'heure paraît être venue de rappeler dans quelles conditions nous avons toujours défini l'exercice du pouvoir dans nos Congrès et Conseils Nationaux. Ainsi, en 1929, lors des propositions Daladier, nous avons voté :

« Le Conseil National rappelle que le Parti est toujours prêt à assumer les responsabilités directes du pouvoir, soit tout seul, soit avec le soutien des groupes de gauche, soit en appelant dans le gouvernement qu'il constituerait et où il conserverait l'autorité et la majorité des représentants d'autres groupes, de façon à avoir toujours la certitude d'assurer dans l'action gouvernementale la prépondérance des solutions de décision, d'énergie, d'audace et de volonté qu'il croit seules susceptibles de sauvegarder l'avenir du pays et de sauver la démocratie menacée. »

Oui, c'est dans la voie du combat mené avec audace, en utilisant l'autorité dans la majorité que nos délégués au gouvernement doivent s'engager.

Ils ne le pourront que s'ils s'appuient sur un parti fort, qui a sa politique à lui et qui exige qu'on en tienne compte, pour résister aux pressions de classe qui s'accroissent.

DANS LE PARTI

Est-ce le cas ?

Nous voyons, au contraire, s'aggraver des phénomènes de dégradation de la propagande socialiste et d'altération de la physiologie propre du Parti.

On affirme sans preuves, on condamne sans entendre, on monte la machine répressive sans prendre garde qu'elle risque de léser profondément le Parti lui-même.

On injurie des camarades, on les flétrit sans aucune justification. Et la figure du Parti en paraît assombrie aux yeux des masses ouvrières.

On abaisse la discussion idéologique à un niveau écœurant,